

---

# Des dispositifs de lutte contre les inégalités en REP entre prescriptions nationales et traductions locales. L'exemple de Devoirs Faits et des Parcours d'Excellence.

Marie-Christine Felix\*<sup>1</sup>, Emily Lopez\*<sup>2</sup>, and Ariane Richard-Bossez\*<sup>3,4</sup>

<sup>1</sup>Laboratoire ADEF (ADEF) – IUFM d'Aix-Marseille, IUFM – test, France

<sup>2</sup>Doctorante, Aix-Marseille Université – EA 4671 ADEF - AMU – France

<sup>3</sup>Ecole Supérieure du Professorat et de l'Education Aix-Marseille (ESPE) – Aix-Marseille Université - AMU – 32, Rue Eugène Cas CS 90279 13248 Marseille Cedex 04, France

<sup>4</sup>Laboratoire méditerranéen de sociologie (LAMES) – CNRS : UMR7305, Aix Marseille Université – LAMES - M.M.S.H. 5 Rue du Château de l'Horloge - BP BP647 13094 AIX EN PROVENCE CEDEX 2, France

## Résumé

### RÉSUMÉ

Depuis les années 2000, à l'échelle européenne, les politiques d'Education Prioritaire (EP) sont entrées dans un " troisième âge " caractérisé notamment par une fragmentation des actions visant le public de ces territoires (Frاندji & Rochex, 2008). Ce processus s'accompagne d'une " montée des dispositifs " (Barrère, 2013) qui constitue un nouveau mode de gouvernance des politiques éducatives et se traduit par un éclatement des programmes et dispositifs ciblant des types d'élèves spécifiques.

Cependant, les inégalités d'apprentissage socialement, géographiquement, culturellement, linguistiquement marquées au sein du système éducatif français restent un fait avéré qu'aucune politique n'a jamais totalement réussi à réduire (Rapport du CNESCO 2016 ; Rapport de la Cour des comptes, 2018). Pas plus que les dispositifs d'aide et d'accompagnement des difficultés scolaires ne suffisent à impulser de véritables transformations des manières de faire et de penser pour lutter contre ces inégalités scolaires (Bryk, 2017).

Cette communication propose d'interroger plus avant la mise en place des politiques de lutte contre les inégalités scolaires en EP à partir de recherches menées dans l'académie d'Aix-Marseille sur deux dispositifs différents : le dispositifs Devoirs Faits qui concerne l'accompagnement du travail personnel de l'ensemble des élèves de collège et celui des Parcours d'Excellence (ParEx) qui vise certains élèves de Rep+ pour leur proposer un suivi spécifique de la Troisième à la Terminale en vue de favoriser leur réussite scolaire. Chacune de ces recherches a mobilisé des équipes pluridisciplinaires (sociologie, sciences de l'éducation, sciences politiques, géographie, didactique, économie) et s'appuie sur des données multiples recueillies dans des établissements de l'EP :

- Observations de classe, observations participantes au sein du dispositif, entretiens d'explicitation et d'autoconfrontation avec les divers intervenants du dispositif pour la première.
- Entretiens avec une quarantaine d'acteurs des équipes éducatives, d'une soixantaine d'élèves

---

\*Intervenant

et 425 questionnaires-élèves pour la seconde.

La comparaison de ces deux études permettra d'analyser comment chacun des dispositifs étudiés se déploie à partir des prescriptions nationales et les adaptations auxquelles il donne lieu tant au niveau académique que local. Dans le cas de Devoirs Faits, l'analyse de l'activité de travail des élèves et des intervenants permet d'interroger ce dispositif en tant que " palliatif " aux difficultés ordinaires que l'École ne parvient pas à résoudre. Pour les ParEx, il s'agira de montrer comment les établissements s'appuient sur des représentations de l'excellence hétérogènes et des ressources différenciées (présence ou non d'associations d'éducation populaire notamment) pour mettre en place ce dispositif, ce qui les amène à proposer, sous une même appellation, des déclinaisons très différentes aussi bien en termes de sélection des élèves bénéficiaires qu'en termes d'activités.

En conclusion, le propos cherchera à interroger ce que ces deux exemples permettent de dire au niveau de la mise en œuvre des politiques éducatives de lutte contre les inégalités scolaires, en particulier en EP, ainsi que de leurs effets en termes de " démocratisation de l'enseignement " (Merle, 2017) et de pérennisation voire d'accroissement des inégalités d'accès aux savoirs scolaires.

MOTS-CLÉS

Inégalités scolaires, Education Prioritaire, Devoirs faits, Parcours d'Excellence

ABSTRACT

Since the 2000s, at the European level, Priority Education (PE) policies have entered a "third age" characterized in particular by a fragmentation of actions in these territories (Frاندji & Rochex, 2008). This process is accompanied by a "rise of devices" (Barrère, 2013) which constitutes a new mode of governance of educational policies and leads to a fragmentation of programs and systems targeting specific types of pupils.

However, the socially, geographically, culturally and linguistically marked inequalities in learning within the French education system remain a proven fact that no policy has ever totally succeeded in reducing (CNESCO Report 2016; Report of the Audit Court, 2018). Neither are the measures to assist and support educational difficulties enough to bring about real changes in ways of doing things and thinking in order to combat these educational inequalities (Bryk, 2017).

This paper proposes to further investigate the implementation of policies to combat educational inequalities in PE on the basis of research carried out in the Aix-Marseille academy on two different devices: the Devoirs Faits device, which concerns support for the personal work of all middle school pupils, and the Parcours d'Excellence (ParEx) device, which targets certain Rep+ pupils and offers them specific monitoring from the Third to the Terminale classes in order to promote their academic success. Each of these research projects involved multidisciplinary teams (sociology, educational sciences, political science, geography, didactics, economics) and is based on multiple data collected in PE secondary schools:

- Classroom observations, participating observations within the device, explanatory and self-confrontation interviews with the various participants in the device for the first one.
- Interviews with some 40 members of the educational teams, some 60 pupils and 425 pupil questionnaires for the second.

The comparison of these two studies will make it possible to analyze how each of the systems studied is deployed on the basis of national regulations and the adaptations to which it gives rise at both academic and local levels. In the case of Devoirs Faits, the analysis of the work activity of students and teachers allows us to question this system as a "palliative" to the ordinary difficulties that the school does not manage to solve. In the case of ParEx, the aim will be to show how schools rely on heterogeneous representations of excellence and differentiated resources (presence or absence of popular education associations in particular) to set up this device, which leads them to propose, under the same name, very different variations both in terms of selection of beneficiary pupils and in terms of activities.

In conclusion, the paper will seek to examine what these two examples make it possible to say about the implementation of educational policies to combat inequalities in education, particularly in PE, and their effects in terms of the "democratization of teaching" (Merle, 2017) and the perpetuation or even increase in inequalities in access to school knowledge.

KEYWORDS

School Inequalities, Priority Education, Devoirs faits, Parcours d'Excellence

REFERENCES

Barrère, A. (2013). La montée des dispositifs : un nouvel âge de l'organisation scolaire. *Carrefours de l'éducation*, vol. 36, no. 2, p. 95-116.

Bryk, A. (2015). Accelerating how we learn to improve. *Educational Researcher*, 44(9), 467-477.

Frandji, D. & Rochex, J.-Y. (dir.) (2008). Les politiques de lutte contre les inégalités scolaires d'un pays à l'autre. *Revue Française de Pédagogie*, n°178.

Merle, P. (2017). *La démocratisation de l'enseignement*. Paris : La Découverte.